

# LA CONSTITUTION

## JOURNAL QUOTIDIEN.

Prix de l'Abonnement : Pour un An » » — Pour 6 Mois » » — Pour 3 Mois » »

Les lettres doivent être adressées à **M. DUNOYER**, rédacteur en chef (affranchir).



Nous n'avons ni le temps ni l'espace nécessaires pour formuler un programme de politique. Le public d'ailleurs ne le lirait pas : il faut à l'impatience des esprits non de longues dissertations, mais quelques idées essentielles, rapidement et fortement indiquées. L'occasion ne nous manquera pas, dans le cours de la publication que nous entreprenons aujourd'hui, de traiter les questions qui intéressent le pays. Chacune sera, dans nos colonnes, l'objet d'un examen approfondi. Pour le moment, nous voulons nous borner à deux observations principales.

En premier lieu, nous voulons donner notre pleine et entière adhésion au gouvernement nouveau. Ce gouvernement, sorti de la plus étonnante, de la plus soudaine, de la plus admirable révolution qui fut jamais, mériterait notre sympathie, alors même que nous nous bornerions à considérer le caractère et la capacité des hommes qui le composent. Mais si l'on tient compte des difficultés immenses de leur tâche, et du dévouement avec lequel ils s'y sont consacrés, alors l'estime se change en admiration et l'on sent le besoin de se rallier autour de ces hommes généreux. Oui, soutenons, secondons leur courage : que l'indissoluble faisceau des volontés nationales leur fasse un rempart inébranlable à l'abri duquel ils puissent remplir la difficile, mais glorieuse mission qui leur est échue.

Cet appui nous semble d'autant plus opportun, que les mesures prises jusqu'ici par le gouvernement provisoire sont, en général, sages et prudentes. Il en est que l'on doit recommander de la manière la plus pressante à sa sollicitude : ce sont celles qui intéressent la défense du pays, au dedans contre toute tentative contre-révolutionnaire, au dehors contre toute agression ; il faut déployer la plus grande activité pour mettre nos forces de terre et de mer sur un pied formidable. Ce sont également celles qui doivent doter le pays de la représentation nationale appelée à fonder un ordre nouveau.

Notre première observation concernait le gouvernement provisoire ; la seconde s'adressera au peuple. Nous le conjurons d'apporter au maintien de l'ordre et de la tranquillité intérieure, le même patriotisme, la même énergie qu'il a déployée dans sa lutte contre la royauté. Il faut que le peuple prouve que ces hommes sont des calomniateurs, qui prétendent qu'il est indigne de la liberté et du pouvoir : qu'il ne saurait jouir de l'un avec modération, ni exercer l'autre sans violence. Les ennemis du peuple avaient réussi, en exploitant des souvenirs regrettables, à faire de la République un épouvantail. Il s'agit de donner un éclatant démenti à des préventions qui sont très enracinées en France et en Europe. Il s'agit de prouver que la République, que le peuple se gouvernant lui-même, est aussi propre que la monarchie à garantir à l'universalité des citoyens et à chacun d'eux en particulier, paix, ordre et sécurité.

A cet égard, l'exemple donné par la population de

Paris nous semble décisif : sauf quelques excès, qui ont attristé les environs de la capitale, et qui paraissent être le fait des malfaiteurs isolés, le peuple parisien a été plus grand peut-être après la victoire que dans la lutte, par l'ordre admirable qu'il a organisé et maintenu dans cette ville immense. Que les départements soient dignes de Paris : qu'ils se montrent aussi déterminés à faire respecter l'ordre et la tranquillité ; que toute atteinte aux personnes ou aux propriétés soit sévèrement réprimée. Une ère nouvelle s'ouvre pour notre pays. De ses premiers actes dépend l'opinion que l'étranger va concevoir de cette Révolution, et l'avenir qui lui est réservé parmi nous. L'attitude de la France décidera du sort de la République, non-seulement chez elle-même, mais chez les nations européennes. Qu'elle se montre digne de ses institutions nouvelles, et la cause de la démocratie est gagnée dans le monde : qu'elle faiblisse au contraire dans cette épreuve décisive, et l'émancipation humaine est retardée d'un demi-siècle ; quant à nous, nous tombons dans cet abîme de l'anarchie où nous laisserons liberté, dignité, peut-être même indépendance.

Telle est l'alternative redoutable que j'ai envisagée avec émotion et pourtant non sans confiance. J'ai cru de mon devoir de la signaler à mes concitoyens. Ancien rédacteur du *Siècle* et du *Commerce*, j'ai combattu avec ceux qui voulaient améliorer le régime déchu, et qui y ont perdu leur peine : je suis de ceux qui n'espéraient pas voir le jour de régénération qui se lève pour la France et pour le monde ; je suis de ceux qui l'ont salué avec enthousiasme.

DUNOYER.

Nous voudrions que tous les peureux, tous les prophètes de malheur, tous ceux qui à l'étranger vont croire la France livrée aux saturnales de l'anarchie, parce qu'elle vient de se constituer en République ; nous voudrions, disons-nous, qu'ils pussent, en ce moment, être transportés dans Paris, dans le Paris des 22, 23 et 24 février. Certes, le spectacle qu'ils auraient sous les yeux débarrasserait leur esprit de tous ces fantômes sanglants dont ils se plaisent à entourer les gouvernements populaires.

Eh ! quelle âme resterait indifférente à la vue des miracles qui s'opèrent devant nous ! Un peuple encore frémissant de la victoire qu'il vient de remporter, et qui ne fait pas entendre un seul cri de vengeance. Un peuple qui, après avoir souffert toutes les conséquences d'une organisation sociale où le pauvre était bien souvent sacrifié au riche, se montre le gardien vigilant de la propriété. — Oui, des hommes en haillons et armés de fusils, veillent pendant la nuit sur les magasins de nos opulents négociants et sur les somptueux hôtels des faubourgs Saint-Germain et Saint-Honoré. Un peuple chez qui le sentiment de l'ordre est aussi impérieux que celui de la liberté. Voyez avec quel respect, il reçoit et exécute les ordres de ses chefs, quelle tranquillité règne dans ses corps-de-garde, quelle politesse il montre aux passants ! Qui croirait que ce sont là les lions des barricades ?

Ah ! on est fier de lui appartenir ; on est heureux d'avoir assisté à ce grand événement, comme on serait

heureux d'avoir combattu à Marathon, aux Thermopyles, à Marengo !

Et qu'on ne croie pas que ce langage soit l'expression de notre enthousiasme, — non ! En commençant notre œuvre de journaliste, nous nous recueillons en nous-même, nous jugeons avec sang froid et nous tâchons d'exprimer ce que nous voyons. Peut-être, aurons-nous, plus tard, à blâmer ce même peuple que nous louons maintenant sans restriction : si notre conscience nous dit de le faire nous le ferons. Mais aujourd'hui, encore une fois, tout est bien : nous sommes à l'aurore d'une ère de justice : le droit reconquiert la terre !

### Actes et avis officiels.

La publication des premiers actes du Gouvernement provisoire s'est faite avec la hâte qu'exigeaient les circonstances. Il en est résulté que ces actes, tous délibérés en commun, au lieu de porter les noms de tous les membres du Gouvernement, ont paru au *Moniteur* revêtus seulement des signatures de ceux des membres qui avaient été chargés de les régulariser. Il importe qu'il soit entendu que ces actes, malgré cette irrégularité, appartiennent au gouvernement provisoire tout entier.

— Le Gouvernement provisoire :

Considérant que la Révolution, faite par le peuple, doit être faite pour lui ;

Qu'il est temps de mettre un terme aux longues et iniques souffrances des travailleurs ;

Que la question du travail est d'une importance suprême ;

Qu'il n'en est pas de plus haute, de plus digne des préoccupations d'un Gouvernement républicain ;

Qu'il appartient surtout à la France d'étudier ardemment et de résoudre un problème posé aujourd'hui chez toutes les nations industrielles de l'Europe ;

Qu'il faut aviser sans le moindre retard à garantir au peuple les fruits légitimes de son travail ;

Le Gouvernement provisoire de la République arrête :

« Une commission permanente, qui sera intitulée : *Commission de Gouvernement pour les Travailleurs*, va être nommée, avec mission expresse et spéciale de s'occuper de leur sort. »

Pour montrer quelle importance le Gouvernement provisoire de la République attache la solution de ce grand problème, il nomme président de la Commission de Gouvernement pour les travailleurs un de ses membres, M. Louis Blanc, et pour vice-président un autre de ses membres M. Albert, ouvrier.

Des ouvriers seront appelés à faire partie de la commission.

Le siège de la commission sera au palais du Luxembourg.

Divers décrets et arrêtés du Gouvernement provisoire, insérés dans le *Moniteur*, contiennent les dispositions suivantes :

— Toutes condamnations pour faits politiques et pour faits de presse, sous le dernier règne, sont annulées. Toute poursuite commencée est abolie.

— Tout détenu pour les faits dont il est question dans le présent décret sera mis immédiatement en liberté.

— Le titre de général de division et celui de général de brigade sont rétablis dans l'armée.

— Le maréchal-de-camp Cavaignac (Louis-Eugène), gouverneur-général de l'Algérie, est nommé général de division.

— Le Gouvernement provisoire arrête :



Le conseil municipal de la ville de Paris est dissous. A l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 27 février 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire de la République française, etc.

— Par arrêtés, en date du 28 février 1848, du ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes,

M. Rousselle est rétabli dans l'emploi de vice-recteur de l'Académie de Paris, en remplacement de M. Giraud, dont la démission est acceptée, et qui sera appelé à d'autres fonctions ;

M. Orfila est révoqué de ses fonctions de doyen de la faculté de médecine de Paris ;

M. Bérard, professeur de chimie générale et toxicologie à la faculté de médecine de Montpellier, est rétabli dans les fonctions de doyen de ladite faculté, en remplacement de M. Ribes.

— M. Marc Caussidière est nommé, par M. le maire de Paris, son délégué provisoire à l'administration de la police du département de la Seine.

— Le maire de Paris rappelle au public qu'aux termes d'une ordonnance de police, les placards de l'autorité sont les seuls qui doivent être imprimés sur papier blanc. Au milieu de l'innombrable quantité d'affiches qui couvrent les murs de Paris, il importe que le public puisse distinguer d'un coup d'œil celles qui émanent officiellement de l'autorité. En conséquence, défense est faite à tout particulier, en vertu des règlements remis en vigueur, de faire aucun placard sur papier blanc.

— Le directeur général des postes s'empresse d'informer les citoyens de Paris, que la circulation est rétablie sur toute la ligne du chemin de fer du Nord. Les départs de la gare de Paris auront lieu, provisoirement trois fois par jour, aux heures ci-après, savoir :

1<sup>re</sup> à 8 h. 30 m. le matin.

2<sup>e</sup> à midi.

3<sup>e</sup> à 7 h. le soir.

#### FAITS DIVERS.

— La sensation produite dans la chambre des communes et dans le public anglais par la nouvelle de la Révolution qui vient de s'opérer à Paris est immense, et, hâtons-nous de le dire, très favorable à notre nouveau gouvernement.

Les dernières nouvelles sont importantes. Les déclarations de lord John Russell, en plein parlement, dans la séance du 28 février, dessinent nettement la politique de l'Angleterre vis-à-vis de notre nouveau gouvernement. Ces paroles auront un immense retentissement dans toute l'Europe.

M. Hume ayant demandé catégoriquement si les ministres de S. M. B. étaient dans l'intention de s'abstenir de toute intervention dans les affaires de la France, et de laisser ce pays libre de choisir telle forme de gouvernement qu'il lui plairait, lord John Russell a répondu :

« J'ai reçu, comme on le peut supposer, l'avis officiel de ce qui s'est passé à Paris, et en réponse à la question de l'honorable membre, je dois déclarer formellement que nous n'avons nullement l'intention de nous mêler de la forme de gouvernement (Applaudissements enthousiastes) que la nation française jugerait à propos d'adopter, ou d'intervenir en aucune façon dans les affaires intérieures de la France. »

Par une nouvelle interpellation de M. Cobden, lord John Russell a ajouté :

« Comme voisins et amis, nous devons désirer que les changements que la France pourra faire dans son gouvernement tendent à sa prospérité. Du reste, l'Angleterre n'hésitera pas à remplir les devoirs sacrés de l'hospitalité qu'elle a toujours appliqués sans exception de parti aux royalistes exaltés, comme aux libéraux modérés ou exagérés. Ces devoirs de l'hospitalité ont rendu notre pays célèbre comme étant l'asile de l'infortune, titre que je ne consentirai jamais à lui voir abandonner. »

Cette déclaration a été accueillie par des acclamations unanimes.

Nous apprenons également que le duc de Nemours, accompagné de plusieurs de ses enfants, et d'une seule dame d'honneur est arrivé à Londres. La duchesse de Nemours, partie par une autre route, n'avait pas encore rejoint son mari.

Bientôt après l'arrivée du duc de Nemours, le duc et la duchesse de Saxe-Cobourg (la princesse Clémentine), et le prince Albert sont venus le visiter à l'ambassade. L'entrevue a été fort pénible.

La duchesse de Montpensier est aussi arrivée, le 28, à l'ambassade de France, accompagnée du général Thiéry, aide-de-camp du duc.

Une lettre de Portsmouth, datée du lundi, cinq heures du soir, annonce qu'une dépêche reçue de Londres donnait avis que Louis-Philippe devait être attendu dans ce port le soir même.

Le duc de Wellington a fait, le 28 une visite personnelle au duc de Nemours.

— Le chargé d'affaires des États-Unis s'est rendu à l'Hôtel-de-Ville, pour reconnaître au nom de son gouvernement la nouvelle république française ; il a adressé aux membres du gouvernement provisoire un discours, auquel M. Arago a répondu en termes chaleureux. M. Dupont (de l'Eure) a serré affectueusement la main du ministre américain, en le priant de reporter à ses compatriotes l'expression des sentiments de la France pour son ancienne alliée.

— Le gouvernement provisoire vient de recevoir les adhésions et offres de services des maréchaux, officiers-généraux et intendants militaires dont les noms suivent :

**Maréchaux.** — Duc de Dalmatie. — Comte Molitor. — Sébastiani. — Duc d'Isly. — Comte Reille. — Dode de la Brunerie.

**Lieutenants-généraux.** — Moline de Saint-Yon. — Ordener. — Tholozé. — Galbois. — Magnan. — Fabvier. — Pelletier. — Gémeaux. — Pailhou. — Tugnot de Lannoye. — Daullé. — Randon. — Bougenel. — Baraguay-d'Hilliers. — Lascours. — Piré. — Schramm. — Aupick. — Grouchy. — Préal. — Rapatel. — Montholon. — Pernetty. — Bourjolly. — Royer (Pierre). — Duc de Mortemart. — De Feuchères. — Lawoestine. — Wolff. — De Girardin. — De Dampierre. — Oudinot, duc de Reggio. — Achard. — Lestang. — Gudin. — Baron Janin. — Gourgand. — Marquis de Laplace. — Lahette. — Paixhans. — Blanchard. — Corbineau. — Merlin. — Boilleau.

**Maréchaux-de-camp.** — Leboul. — Esperonnier. — Lyaury. — Tournemine. — Lasnon. — Saint-Marc. — Le Breton. — Bonet. — Koch. — Piat. — Brissou. — Lebeaud. — Feisthamel. — Sényhès. — Davésiès de Pontès. — Choiseul-Beaupré. — Blocqueville. — Hatry. — Duchastel. — Cramayel. — Grouchy. — Carrelet. — Servatius. — Grand. — Ricard. — Carel. — Perrot. — Montigny-Turpin. — Simon-Lorrière. — De Varaignes. — Laverdière. — Salleix.

**Intendants militaires.** — Denniée. — Évrard. — Genty de Bussy.

— Le service de la garde nationale se fait à Paris et dans la banlieue avec une régularité parfaite. De tous les rapports qui parviennent nuit et jour à l'état-major général, il résulte que jamais le service d'ordre et de sûreté publique n'a rencontré plus de zèle et de dévouement.

— Le logement de l'ex-chancelier au Petit-Luxembourg est affecté à M. Dupont (de l'Eure), président du Gouvernement provisoire.

#### NOUVELLES DES DÉPARTEMENTS.

Jusqu'ici les nouvelles qui sont parvenues des départements au gouvernement provisoire sont excellentes : partout la République est proclamée aux applaudissements du peuple.

— A Nantes, la commission démocratique a pris l'initiative de la proclamation de la République. Un arbre de liberté a été planté sur la place de l'Égalité, ci-devant place Royale.

— A la nouvelle de la victoire de la démocratie et de la Révolution contre l'arbitraire, contre l'absolutisme, toute la population de Mâcon a été mise en émoi, les établissements publics se sont remplis ; on s'embrassait, on se félicitait, l'enthousiasme était général. Une réunion de plus de 600 citoyens a eu lieu à l'hôtel-de-ville. M. Rolland l'a présidée ; il a fait un appel à l'ordre, appel qui a été compris. Une adresse a été rédigée, votée, signée séance tenante, par 1.200 citoyens.

— La République a été proclamée avec le plus grand enthousiasme dans la patriotique cité de Dijon.

— Une commission municipale a été nommée à Montpellier ; elle a pris les rênes de l'administration des mains de M. Mallac, préfet, et donné lecture, du bal-

con de l'hôtel-de-ville, de la dépêche du gouvernement provisoire. Les cris de : *Vive la République !* ont été poussés par des milliers de voix.

— Une réunion de citoyens d'Agén a constitué un comité provisoire pour prendre toute mesure d'urgence que dicteraient les événements.

— Le préfet de la Nièvre a donné à la proclamation du gouvernement provisoire toute la publicité possible. Une nouvelle commission municipale a été installée à Cosne, où la tranquillité a été maintenue. Nevers est toujours paisible.

— La proclamation du gouvernement républicain à Tours n'a provoqué aucun désordre. Des mesures seront prises prochainement pour que les travaux du chemin de fer soit continués. La garnison et la garde nationale de Tours ont été passés en revue par la commission administrative provisoire. L'ordre le plus parfait continue à régner.

— L'*Émancipation* de Toulouse nous apprend que les membres de la commission provisoire installée à la préfecture ont adressé aux sous-préfets et maires du département copie de la dépêche télégraphique annonçant la proclamation de la République. Des délégués ont été envoyés dans les chefs-lieux des départements de l'Arriège, du Tarn et de Tarn-et-Garonne, avec mission de déclarer la déchéance des autorités locales. La garde nationale se réorganise. Toute la population parcourt les rues aux cris de : *Vive la République !* et en chantant la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*.

— Le *Patriote de Saône-et-Loire* rend compte de la vive impression produite à Chalon par les nouvelles des événements de Paris. La population entière était dans la joie et faisait retentir les rues d'hymnes patriotiques. On se serrait la main avec effusion. Pas un mot insultant aux adversaires politiques, pas une violence. Tous les cœurs battaient à l'unisson ; un seul sentiment les animait, l'amour de la patrie. Un immense cri de : *Vive la République !* saluait les voyageurs venant de Paris.

— Dès que la dépêche télégraphique qui annonçait la chute de Louis-Philippe a été connue à Foix, les citoyens de l'Arriège ont nommé une commission provisoire qui a pris les rênes de l'administration préfectorale. Le préfet écrit qu'il ne pouvait résigner ses fonctions en de plus dignes mains.

— Le maire de Mont-Richard (Loir-et-Cher) a fait publier la nouvelle de la fondation du gouvernement républicain. Cette proclamation a été accueillie aux cris de : *Vive la République !*

— A Angers, le conseil municipal s'est adjoint douze citoyens pour former la commission municipale qui sera chargée de l'administration et qui prendra toutes les mesures urgentes dans l'intérêt de la République.

— A Auch, l'élan national est au comble. La garde nationale occupe tous les postes avec la troupe de ligne. Le général commandant s'est admirablement comporté. Même enthousiasme à Mirande.

— Rennes, une commission prise dans le conseil municipal a pris en main la direction de l'administration du département. La République a dû être proclamée par cette commission dans le département d'Ille-et-Villaine.

— La garde nationale a été immédiatement réorganisée à Loches. Une commission provisoire est installée dans cette ville. L'arrondissement est tranquille.

Le Gérant : Alexandre DELOUCHE.

#### AVIS AUX OUVRIERS ET OUVRIÈRES,

ET GÉNÉRALEMENT A TOUTES LES PERSONNES SANS TRAVAIL.

On demande des Vendeurs pour le Journal LA CONSTITUTION, sur la voie publique. Bonnes conditions : S'adresser au Journal, rue Richer, 12, de 8 à 9 heures du matin.

#### GAZETTE ADMINISTRATIVE

JOURNAL ADMINISTRATIF

Ouvert à tous les Vœux et à toutes les Réclamations,

Prix d'Abonnement.

Pour Paris, 15 Fr.

Pour les Départements, 18 »

Bureaux : Rue Richer, 12.

Paris.—Imp. de E. MARC-AUREL, rue Richer, 42